



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE **DU MERCREDI 20 MAI 2015**

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	M. MONTEYREMARD
ASSIEU	M. MONNET
AUBERIVES SUR VAREZE	Mme BERNARD
BOUGE CHAMBALUD	Mme FAYOLLE
CHANAS	M. GUERRY, Mme COULAUD
LA CHAPELLE DE SURIEU	M. GIRARD
CHEYSSIEU	M. BONNETON
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	Mmes LHERMET, LAMY, MM SENER, GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. DURANTON, Mmes VINCENT, KREKDJIAN,
	MM CAYOT, CANARIO
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	Mme GUILLON, M. PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mme CHOUCANE, MM CHARVET,
	MONDANGE
ST PRIM	M. GERIN
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	Mme MEDINA, MM VIAL, PERROTIN
SONNAY	M. LHERMET
VERNIOZ	M. TRAYNARD
VILLE SOUS ANJOU	M. SATRE

EXCUSES AVEC POUVOIR : M. ROZIER à M. MONTEYREMARD, M. SPITTERS à Mme LAMY, Mme LAMBERT à Mme KREKDJIAN, M. BEDIAT à M. GABET, M. LEMAY à Mme DI BIN, M. MERLIN à M. PONCIN, Mme CHARBIN à Mme CHOUCANE, Mme GIRAUD à M. VIAL.

EXCUSES : Mme MASSON.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du conseil communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 22 avril dernier. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1/ Présentation Rhône Pluriel.

Philippe Genty, Président de Rhône Pluriel, présente le dispositif de Rhône Pluriel assisté par Didier Gerin qui remplace Bernard Catelon, Président de la commission prospective du territoire, et Nathalie Bancel, directrice du syndicat mixte. Le document support de la présentation est joint au compte-rendu électronique de la réunion.

Rhône Pluriel, créé en 1997, regroupe 5 EPCI, 75 communes, 175 000 habitants. Il repose sur un projet de territoire défini par une charte à 10 ans (2012-2022) qui se décline en programmes d'actions, financés dans le cadre de procédures contractuelles. Le principal contrat est le contrat de développement durable conclu avec la région Rhône-Alpes dont le dernier en date porte sur la période 2013 à 2019.

Rhône Pluriel associe la société civile à son fonctionnement par l'intermédiaire d'un conseil local de développement ; 4 commissions thématiques ont été constituées. Les actions de Rhône-Pluriel sont en cohérence avec le SCOT ; elles reposent sur 3 grands axes (solidarité, mobilité, transversalité).

La commission permanente propose les attributions de subventions à la Région qui a affecté sur la durée du contrat une enveloppe de 11 385 000 € dont 3 741 000 € dédiés au volet de centralité et 1 085 000 € dédiés au volet agricole. Les aides financières se décomposent en 72 % pour l'investissement et 28 % pour le fonctionnement. Les principales thématiques sont l'économie (37 %), le tourisme (25 %), la culture (12 %).

- Rhône Pluriel porte plusieurs projets à l'échelle du territoire : économie solidaire et de proximité ; circuits courts des produits agricoles locaux (RECOLTER ...) ; valorisation des déchets ... Les techniciens de la structure peuvent apporter une aide administrative dans le montage des dossiers de demande de subvention. Des tableaux détaillés des projets déposés sur le territoire du pays roussillonnais ou impactant le pays roussillonnais sont joints au compte-rendu.

Francis Charvet conclut la présentation en rappelant que des projets Rhône Pluriel sont aussi portés par le monde associatif et en adressant ses remerciements aux différents intervenants.

2/ Présentation GPRA Rhône Médian.

- Gérard Leras, conseiller régional, et Philippe Delaplacette, président du syndicat mixte des Rives du Rhône (SCOT), tous deux co-présidents du GPRA Rhône Médian, présentent ce dispositif avec l'appui d'Elisabeth Mouchot, technicienne de Rhône pluriel en charge de l'économie circulaire, l'écologie industrielle et territoriale et d'Andréanne Varnet, technicienne du syndicat mixte de la ZIP en charge du report modal. Le document support de la présentation est joint au compte-rendu électronique de la réunion.

- La Région Rhône-Alpes a mis en place la démarche des grands projets afin de permettre à un territoire de traiter un dossier majeur fédérateur et créateur de développement durable. Parmi les autres GPRA (Grands Projets Rhône-Alpes) on peut citer Rovaltain ou la grotte Chauvet. La CCPR et le syndicat mixte de la ZIP sont à l'origine du GPRA Rhône-Médian avec l'objectif de mettre la zone industrialo-portuaire au service d'un territoire plus large.

- Le GPRA est un territoire de projet et non un territoire administratif. Il correspond au territoire du SCOT des Rives du Rhône à l'exception de ViennAgglo qui s'est retirée du GPRA et de la communauté de communes du territoire de Beaurepaire qui relève du SCOT de la région Grenobloise. Il s'appuie sur un travail partenarial Région - Départements - EPCI et sur les équipes administratives du SCOT et de Rhône-Pluriel.

- Le GPRA repose sur 2 piliers : l'écologie industrielle et territoriale, le report modal des marchandises. La papeterie Emin Leydier à Laveyron constitue un bon exemple d'économie circulaire avec le projet de création d'une plateforme de production de combustibles solides de récupération qui a un périmètre d'études d'un rayon de 150 kms. La rénovation - extension du site embranché ferroviaire de Saint Romain en Gal ou l'étude de faisabilité d'un chantier de transport combiné sur la ZIP illustrent les actions possibles sur le report modal.

- Plusieurs interventions sont faites à l'issue de cette présentation :

▪ Francis Charvet rappelle la volonté de la CCPR d'agir pour une coopération économique soutenue avec les autres territoires en s'appuyant notamment sur la ZIP.

▪ Jean-Paul Cayot exprime son étonnement vis-à-vis de l'absence de projets concrets d'aménagement des infrastructures de transport. Il faut plusieurs années pour qu'un projet aboutisse et les financements européens sont annoncés pour une période de 4 ans. Si le SCOT n'affiche pas un projet ambitieux sur les réseaux, le territoire ne changera pas.

Philippe Delaplacette relève que le développement des infrastructures doit être phasé pour répondre à la hausse annoncée des trafics ; toutes les études en cours seront utilisées par le SCOT.

Philippe Genty rappelle que le plurimodal intègre le fleuve et la mer. Le Rhône est loin d'être saturé tout comme le port Edouard Herriot. Les projets doivent être bâtis au-delà de la CCPR pour avoir plus de poids.

▪ Denis Chambon relève l'intérêt des thématiques du GPRA mais émet des réserves sur la volonté politique au plus haut niveau de développer le transport ferroviaire notamment le fret de marchandises. Philippe Delaplacette rappelle l'importance du fret pour certaines entreprises en citant l'exemple de la ligne de Beaupaire ; il y a plus aujourd'hui un enjeu de préservation que de développement.

- Francis Charvet conclut le débat en adressant ses remerciements aux différents intervenants.

3/ Transferts de compétences 2014 : rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Francis Charvet expose que la commission locale d'évaluation des transferts de charges a arrêté, dans sa réunion du 5 mai dernier, les modalités de détermination des charges transférées par les communes à la CCPR lors des transferts de compétence ayant pris effet au 1^{er} janvier 2014. Sa position suit les bases de travail élaborées en commission des finances.

Les modalités suivantes de calcul ont été retenues :

* Eaux pluviales : détermination d'un coût moyen annualisé à partir d'un recensement physique des équipements établi en concertation avec les communes et de coûts unitaires validés par la commission des finances. Les fréquences d'entretien et les coûts d'entretien proposés sont les suivants :

	Coût	Fréquence	Coût annuel
Puits perdu (unité)	70 €	1 fois / an	70 €
Bassin petit (unité)	10 000 €	1 fois / 10 ans	1 000 €
Bassin grand (unité)	50 000 €	1 fois / 10 ans	5 000 €
Bassin grand équipé (unité)	70 000 €	1 fois / 10 ans	7 000 €
Réseau curage (ml)	1 € / m linéaire	1 fois / 5 ans	0,20 € / m linéaire
Réseau remise cote (ml)	300 € / 100 m	1 fois / 20 ans	0,15 € / m linéaire
Réseau réparation (ml)	800 € / 100 m	1 fois / 40 ans	0,20 € / m linéaire
Fossé curage (ml)	2,33 € / m linéaire	1 fois / 3 ans	0,7766 € / m linéaire
Fossé broyage (ml)	0,22 € / m linéaire	1 fois / an	0,22 € / m linéaire
Poste relevage EP (unité)	1 500 €	1 fois / an	1 500 €

* Les autres dépenses transférées détaillées ci-dessous ont été déterminées avec le réalisé de l'exercice 2013 comme référence.

⊗ SMIRCLAID : prise en compte de la participation 2013 réglée par les 4 communes qui étaient membres de ce syndicat mixte.

⊗ Associations caritatives : prise en compte des subventions 2013 versées par les communes au Secours Catholique et au Secours Populaire Français.

⊗ Rhodia Club Natation et Athlétisme : prise en compte des subventions versées en 2013 par le Rhodia Club Omnisports à ces 2 sections. La répartition de cette dépense entre les 4 communes de l'agglomération roussillonnaise a été faite selon la clé de répartition qu'elles avaient arrêtée.

⊗ Rhodia Club Loisirs Sports Handicap : le calcul de la dépense transférée est effectué en 2 étapes :

- Une première partie de la dépense transférée provient des sommes directement affectées par les communes à RCLSH.
- La seconde partie correspond au « déficit » de la section couvert par la participation du Rhodia Club Omnisports, elle-même alimentée par les subventions des 4 communes de

l'agglomération roussillonnaise d'où un calcul effectué à partir de la clé de répartition utilisée pour leurs subventions versées au Rhodia Club Omnisport.

- Le tableau prévisionnel des attributions de compensation positives (sommes versées par la CCPR aux communes) s'établit comme suit :

Communes	AC 2003	AC 2014	AC 2015
Agnin	27 225 €	25 088 €	21 547 €
Auberives sur Varèze	69 601 €	68 130 €	65 820 €
Bougé Chambalud	90 966 €	97 463 €	95 468 €
Chanas	581 531 €	577 871 €	567 896 €
Cheyssieu	69 710 €	67 810 €	62 550 €
Clonas sur Varèze	89 769 €	87 300 €	81 020 €
Le Péage de Roussillon	1 306 386 €	1 299 021 €	1 257 572 €
Les Roches de Condrieu	175 701 €	175 018 €	172 611 €
Roussillon	2 919 297 €	2 845 806 €	2 807 777 €
Sablons	358 145 €	354 462 €	341 926 €
St Alban du Rhône	175 044 €	173 662 €	167 985 €
St Clair du Rhône	3 043 062 €	2 947 637 €	2 927 727 €
St Maurice l'Exil	4 096 908 €	3 899 133 €	3 824 354 €
St Prim	24 948 €	22 922 €	18 077 €
Salaise sur Sanne	7 323 119 €	7 297 042 €	7 220 670 €
Sonnay	106 201 €	101 500 €	99 175 €
Vernioz	14 201 €	10 813 €	1 613 €
Ville sous Anjou	20 006 €	15 611 €	9 836 €

- Le tableau prévisionnel des attributions de compensations négatives (sommes versées par les communes à la CCPR) s'établit comme suit :

Communes	AC 2003	AC 2014	AC 2015
Anjou	+ 4 054 €	+ 1 797 €	- 2 623 €
Assieu	+ 3 959 €	+ 841 €	- 3 685 €
La Chapelle de Surieu	+ 4 748 €	+ 1 237 €	- 4 123 €
St Romain de Surieu	- 411 €	- 2 083 €	- 8 408 €

- Le conseil communautaire unanime approuve ces modalités de détermination des charges transférées qui fixeront le montant de l'attribution de compensation des communes à compter de l'exercice 2015. Cette délibération ne vaut pas décision. La décision d'évaluation des charges transférées doit être prise par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

4/ Subventions 2015.

- Francis Charvet expose la démarche retenue par le Bureau :

- Examen par les commissions thématiques et la commission des finances des demandes de subventions les plus importantes.
- Dépôt de dossiers complets préalable à l'examen des demandes de subventions.
- Possibilité de versement d'acomptes pour les subventions d'un montant plus important en veillant à ne pas dépasser le seuil de 23 000 € pour lesquelles une convention est nécessaire.

- Sur ces différentes bases, les propositions suivantes sont faites :

- Propositions d'une subvention d'un montant de 50 % de la subvention 2014 :
 - Ecole de la 2^{ème} chance (7 500 €). Les écoles de la seconde chance s'adressent aux jeunes de 18 à 25 ans déscolarisés, sans diplôme et sans qualification. Un site a été ouvert 5 cours Verdun à Vienne.
 - PREVENIR, association de prévention spécialisée (13 000 €).

- APRESS (15 700 €), association de prévention sociale et service d'aide aux victimes habilitée par la cour d'appel de Grenoble. Son siège social est fixé au palais de justice de Vienne. Ces missions intègrent l'aide aux victimes, l'exécution de missions sous mandats de justice, des interventions pour favoriser des actions de prévention et médiation. Le service d'aide aux victimes est ouvert à toute personne originaire des communes du ressort du tribunal de grande instance de Vienne ; il est gratuit et confidentiel.
 - Rhodia -Club Loisirs Sport Handicap (20 000€).
 - Rhodia-Club Natation (6 500 €).
 - Entente athlétique CAR Rhodia (4 500 €).
 - Proposition d'un acompte de 20 000€ à la MIJIR qui a pour objet essentiel de favoriser l'autonomie ainsi que l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans.
 - Solde des subventions DEMOS (dispositif d'éducation musicale orchestrale à vocation sociale) versées au SMAEL (5 670€), au fil de l'ambre (5 670€), à Pass'r'ailes (5 670€).
 - Proposition d'une subvention d'un montant de 50% des sommes prises en compte dans le rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges pour le Secours Catholique (10 000€) et le Secours Populaire Français (13 000€). Jean-Claude Canario rappelle l'importance de l'action des associations caritatives ; il est rappelé que les crédits sont maintenus au niveau de référence 2013.
 - UMIJ : proposition d'un acompte de 10 000€ au vu d'une somme de 10 000€ versée début 2015 au titre d'une régularisation de subvention 2014.
 - Initiative Rhône Pluriel (33 920,90 : 0,65€/ habitant). Proposition de verser l'intégralité de la subvention IRP, qui a un bureau au siège de la CCPR, a aidé 30 entreprises du Pays Roussillonnais en 2014 (70,5 emplois, 36 prêts personnels d'un montant total de 183 000€).
 - Air Rhône-Alpes (13 624€ : subvention complète), association agréée de surveillance de la qualité de l'air en Rhône-Alpes.
 - CRIIRAD – Commission de Recherche et d'information Indépendantes sur la Radioactivité. Une convention pluriannuelle portant sur la période 2013 à 2015 a été signée par la CCPR au titre du financement du fonctionnement d'une balise de contrôle de la radioactivité atmosphérique installée dans les locaux de l'ancienne caserne des pompiers du Péage de Roussillon place Paul Morand. La subvention annuelle est de 8 500€.
 - Amicale du personnel CCPR (subvention : 11 000€). La subvention intègre la fête de Noël et la subvention de fonctionnement.
 - Commerce et Savoir Faire : le Bureau du 8 avril propose une aide communautaire de 10 000€ à répartir sur proposition de la commission commerce pour les actions de l'association.
 - Service de remplacement agricole (subvention complète : 3000€). Cette subvention participe au financement des dépenses du groupement d'employeurs en agriculture qui gère le remplacement d'agriculteurs accidentés, en formation, ...
- Le conseil communautaire unanime approuve ces propositions de subventions qui seront complétées lors de séances ultérieures à l'issue de l'instruction des dossiers.

5/ Commissions Communautaires.

Francis Charvet rappelle que, par délibération du 25 juin 2014, le Conseil Communautaire a fixé la composition de ses commissions. Depuis cette date, la Communauté de Communes a été saisie de plusieurs demandes de remplacement de membres ou d'entrée de quelques nouveaux membres. Les mairies de la CCPR ont été sollicitées pour indiquer les modifications souhaitées ou confirmer les représentations actuelles en veillant à respecter les équilibres arrêtés par le conseil communautaire notamment le nombre de membres par commission.

Le Conseil Communautaire unanime approuve les modifications proposées qui respectent les principes précédemment arrêtés ainsi que la possibilité pour une commune d'être représentée dans chaque commission.

6/ Syndicat mixte de la ZIP Salaise- Sablons.

6.1/ Remplacement d'un délégué.

Francis Charvet expose que, par délibération du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a élu Robert DURANTON délégué suppléant de la CCPR au comité syndical de la ZIP Salaise-Sablons. A la suite de son élection comme conseiller départemental, il a été élu délégué titulaire du département de l'Isère à ce comité syndical. Le Conseil Communautaire est de ce fait appelé à élire un nouveau délégué suppléant au comité syndical de la ZIP.

Après appel de candidature et un vote unanime, Régis Viallatte est élu délégué suppléant de la CCPR au comité syndical du syndicat mixte de la ZIP.

6.2/ Convention de participation des constructeurs.

Francis Charvet expose que, par délibération du 22 avril dernier, le Conseil Communautaire a approuvé la convention de participation des constructeurs au coût des équipements de la ZAC de la zone industrialo-portuaire de Salaise Sablons. Le Conseil Communautaire unanime, dans un souci de rapidité de traitement des dossiers, délègue au Président de la CCPR la signature des conventions de participation des constructeurs au coût des équipements publics de la ZAC zone industrialo portuaire de Salaise-Sablons prévues à l'article L311-4 du code de l'urbanisme.

7/ Assainissement.

Francis Charvet présente les différents points ayant trait à l'assainissement.

7.1/ Remboursement de titres de recettes.

Le conseil communautaire unanime, après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie dans sa réunion du 23 avril 2015, autorise le remboursement à Vinci Autoroutes de la quote part assainissement pour des facturations effectuées à tort et pour un montant total de 10 689,84€ TTC :

- Année 2010 titre 2237 : 1 585,63€
- Année 2011 titre 2616 : 2 055,08€
- Année 2012 titre 2778 : 2 394,64€
- Année 2013 titre 3709 : 3 483,54€
- Année 2014 titre 1112 : 1 091,75€
- SPANC : 79,20€

7.2/ Annulation de titres sur exercices antérieurs.

Le syndicat des eaux de Saint Clair-Saint Prim a facturé à tort à la SCI la Galaure un solde d'assainissement 2014 (30,54 €) pour un bien vendu en cours d'année. Le Conseil Communautaire unanime, après avis du conseil d'exploitation de la régie dans sa réunion du 23 avril dernier, autorise l'annulation de la quote-part assainissement de ce titre de recettes 430 de l'exercice 2014.

7.3/ Auto surveillance de réseau : demande de subvention à l'agence de l'eau.

Un courrier de la DREAL impose la mise en œuvre de l'auto surveillance du réseau rive gauche du Rhône de la station d'épuration de Saint Alban du Rhône et des communes d'Auberives et de Cheyssieu. Ce projet consiste à la mise en place de plusieurs points de mesure pour une estimation financière de 175 000 €. Ce dossier a reçu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans sa réunion du 23 avril 2015. Le Conseil Communautaire unanime approuve cette opération et la demande de subvention auprès de l'agence de l'eau avec un taux espéré de 50 %.

7.4/ Assainissement - eau potable quartier sous les Vifnes Arria à Chanas : groupement de commandes.

Ce projet d'assainissement, engagé en 2010, est lié à l'implantation de la caserne de gendarmerie au lieu-dit sous les vignes (30 logements). Il desservira également une zone d'activité ainsi que le quartier de l'Arria comprenant 14 habitations existantes, le camping et 3 entreprises. Le coût estimatif est de 440 000 € HT. Il est apparu opportun d'intégrer dans ce chantier des travaux sur le réseau d'eau. Le

Conseil Communautaire unanime décide le lancement de cette opération et la conclusion avec le SIGEARPE d'une convention constitutive d'un groupement de commandes sur les bases suivantes :

- Coordonnateur du groupement : CCPR.
- Distinction des factures d'eau et d'assainissement afin qu'elles puissent être imputées à chaque membre du groupement.
- Frais de publicité à la charge du coordonnateur.
- Répartition financière prévisionnelle : CCPR (440 000 € HT), SIGEARPE (80 000 € HT).

7.5/ Dégrèvements sur factures.

Le Conseil Communautaire unanime, après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans sa réunion du 23 avril 2015, accorde les dégrèvements suivants :

- CC Régie Péage fuite de canalisation (titre 409) : 69 m³ dégrevés (55,41 € TTC) sur une consommation de 75 m³.
- MR Régie Péage fuite de groupe sécurité (titre 497) : 34 m³ dégrevés (27,30 € TTC) sur une consommation de 106 m³.

8/ Tarifs piscine : cours de natation scolaire.

Francis Charvet expose que les tarifs des cours de natation scolaire sont actuellement légèrement différents entre la piscine Charly Kirakossian et Aqualône.

- Ecole primaire CCPR : 100 €/ créneau à Kirakossian et 100,10 € à Aqualône.
- Ecole primaire extérieure à la CCPR : 133 € à Kirakossian et 133,15 € à Aqualône.

Le conseil communautaire unanime décide d'harmoniser ces 2 tarifs en portant les tarifs de la piscine Charly Kirakossian à 100,10 €/ créneau horaire (école primaire CCPR) et 133,15 € / créneau horaire (école primaire extérieure à la CCPR).

9/ Questions diverses.

- Francis Charvet informe l'assemblée des marques de soutien des parlementaires vis-à-vis de la position du conseil communautaire sur le transfert de la clinique Saint Charles.
- Philippe Genty informe le conseil communautaire de la probable mise en place au 1^{er} août 2015 de la communauté de brigades de gendarmerie Vienne-Estrablin-Saint Clair du Rhône contre laquelle les élus du pays roussillonnais s'étaient élevés ; une demande d'entrevue sera adressée à Madame le Sous-Préfet.

L'ordre du jour épuisé, Francis Charvet clôt la séance du conseil communautaire.

Le Président,
F. CHARVET